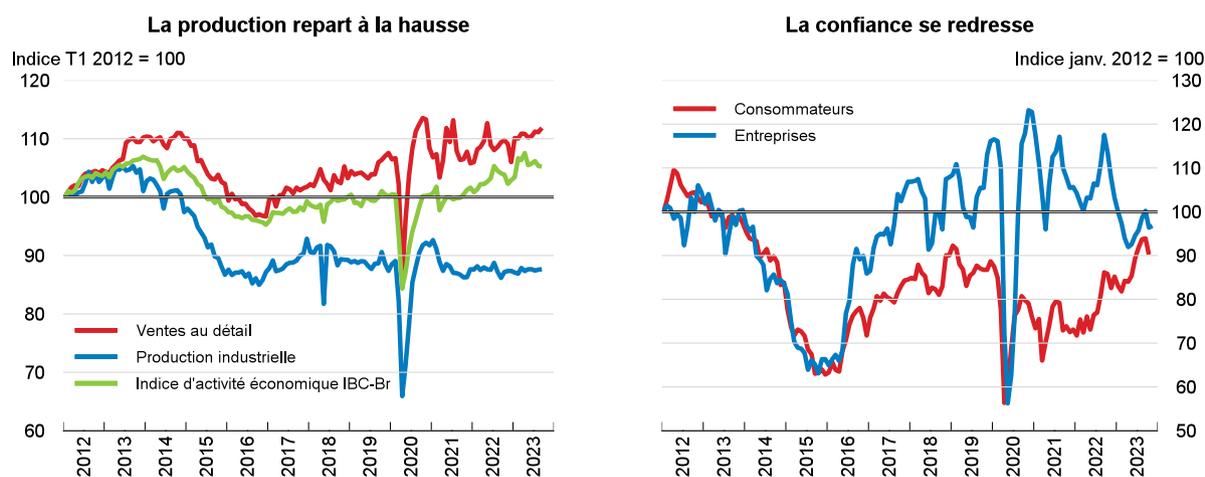


# Brésil

Selon les projections, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 3.0 % en 2023, à 1.8 % en 2024 et à 2.0 % en 2025. L'activité économique a opéré un net rebond au premier semestre de 2023, sous l'impulsion de récoltes agricoles exceptionnelles et de la vigueur de la consommation des ménages. Malgré des conditions financières restrictives, les dépenses des ménages resteront élevées en raison de la croissance soutenue de l'emploi, du recul de l'inflation et de l'augmentation des transferts sociaux. L'investissement privé se redressera légèrement jusqu'à fin 2024, dans le contexte de l'assouplissement de la politique monétaire. En dépit de la baisse des prix des matières premières, les produits agricoles seront à l'origine d'une progression durable des exportations. L'inflation a reculé fortement en 2023 et tendra vers la fourchette retenue comme objectif en 2024.

L'assouplissement de la politique monétaire a débuté en août 2023. Les taux d'intérêt réels resteront élevés, ce qui permettra des abaissements constants des taux directeurs en 2024 et en 2025. La politique budgétaire demeure expansionniste. Toutefois, un assainissement progressif des finances publiques est attendu en 2024 pour atteindre l'objectif d'excédent primaire fixé à 1 % du PIB imposé par le nouveau cadre budgétaire. La mise en œuvre du nouveau cadre budgétaire contribuera à rétablir la confiance et à obtenir un dosage des politiques macroéconomiques plus cohérent. Des investissements en infrastructures plus massifs et l'adoption prévue d'un système harmonisé de taxe sur la valeur ajoutée pourront stimuler la croissance potentielle. Un élargissement de l'accès à l'éducation de la petite enfance faciliterait la présence des femmes sur le marché du travail et réduirait les disparités entre les genres.

## Brésil 1



Source : CEIC ; Banque centrale du Brésil (Banco Central do Brasil) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/v3h9g6>

## Brésil : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>Brésil</b>	Prix courants milliards de BRL	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2000)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	7 609.6	5.3	3.0	3.0	1.8	2.0
Consommation privée	4 805.0	4.0	4.3	2.8	2.1	1.9
Consommation publique	1 532.2	3.5	1.5	1.8	1.3	1.3
Formation brute de capital fixe	1 260.2	16.6	0.8	-2.3	0.8	1.2
Demande intérieure finale	7 597.4	6.0	3.1	1.7	1.7	1.7
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 33.9	0.6	-1.0	0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	7 563.6	6.5	2.1	1.9	1.9	1.7
Exportations de biens et services	1 252.0	6.5	5.9	7.2	4.0	3.7
Importations de biens et services	1 206.0	12.1	0.6	2.4	4.6	2.1
Exportations nettes <sup>1</sup>	46.0	-0.9	1.0	1.0	0.0	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	11.0	8.2	4.0	3.7	3.1
Indice des prix à la consommation	—	8.3	9.3	4.6	3.2	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	8.6	10.4	5.2	4.0	3.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-4.6	-4.6	-7.2	-6.4	-5.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-2.8	-1.7	-1.6	-1.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

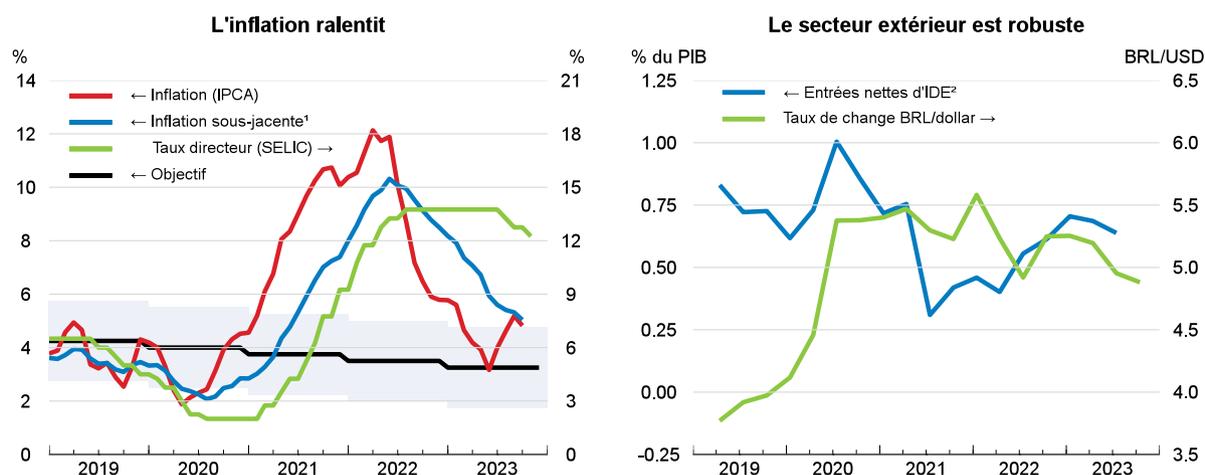
StatLink  <https://stat.link/bduw5i>

## L'activité économique s'est redressée

La croissance économique a été vigoureuse au cours des deux premiers trimestres de 2023, avec une croissance annualisée en glissement trimestriel de 7.5 % au premier trimestre et de 3.7 % au deuxième trimestre. Le premier trimestre a été marqué par une production agricole exceptionnelle, et les premières estimations projettent un nouveau record de production agricole pour la deuxième récolte à venir. Malgré une amélioration de la production industrielle en août, celle-ci reste inférieure de 1.8 % à son niveau antérieur à la pandémie de février 2020. Après une progression de 2.1 % durant la période mai-juillet, le secteur des services a subi deux contractions consécutives par rapport à juillet 2023, à savoir de 0.9 % en août et de 0.3 % en septembre. Les indicateurs avancés laissent entrevoir un ralentissement progressif au second semestre de l'année. Le marché du travail s'est raffermi, avec une baisse du taux de chômage à 7.7 % en septembre, soit le plus bas niveau enregistré depuis juin 2015. Les créations d'emplois sont essentiellement stimulées par le secteur des services, y compris les services domestiques.

Après un repli notable à 3.2 % en juin, puis un rebond à 5.2 % en septembre, l'inflation s'est repliée à 4.8 % en octobre. Le sursaut récent est principalement attribuable à la hausse des prix des carburants en septembre. En revanche, les prix des produits alimentaires et des boissons, qui pèsent fortement dans la consommation des ménages, se sont inscrits en baisse pour le quatrième mois consécutif en octobre. En outre, l'inflation sous-jacente diminue : elle a atteint 5.5 % en octobre, contre 6.1 % en août.

## Brésil 2



1. L'inflation sous-jacente exclut les prix de l'énergie et des produits alimentaires. La zone grisée correspond à la marge de fluctuation de l'inflation.

2. Moyenne mobile.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114 ; et Banque centrale du Brésil (Banco Central do Brasil).

StatLink  <https://stat.link/7r9no8>

## L'assouplissement de la politique monétaire a débuté

Malgré la hausse récente, la tendance au recul de l'inflation tout au long de l'année a permis à la banque centrale d'assouplir sa politique monétaire : le taux directeur a été ramené de 13.75 % en juillet à 12.25 % en novembre 2023. Compte tenu des anticipations de poursuite du repli de l'inflation et de taux d'intérêt réels élevés, de nouvelles baisses du taux directeur sont attendues, à 9.2 % d'ici à la fin de 2024 et à 7.8 % au second semestre de 2025.

En 2023, la politique budgétaire a été expansionniste, du fait d'une augmentation des transferts sociaux. Selon les projections, le déficit budgétaire primaire devrait s'établir à 1 % du PIB. En août 2023, le Congrès a approuvé un nouveau cadre budgétaire, qui améliore la prévisibilité à moyen terme tout en renforçant la souplesse, surtout pour les investissements. Pour atteindre l'objectif de solde primaire dans ce cadre, les autorités prévoient d'appliquer de nouvelles mesures destinées à accroître les recettes fiscales équivalant à 1.5 % du PIB en 2024, tandis que les dépenses augmenteraient de 1.0 % du PIB. En outre, la chambre basse du Congrès a approuvé une réforme fiscale indirecte, en cours d'examen au Sénat, qui vise à mettre en place un système harmonisé de taxe sur la valeur ajoutée. Cette réforme fiscale est tout à fait susceptible de simplifier le régime fiscal et de stimuler la croissance économique.

## La croissance restera vigoureuse

Selon les projections, la croissance devrait ressortir à 3.0 % en 2023, puis ralentir pour s'établir à 1.8 % en 2024 et à 2.0 % en 2025. La demande intérieure reste le principal moteur de l'activité économique. Les créations d'emplois continuent à soutenir les revenus des ménages, ce qui favorise une croissance solide de la consommation des ménages. L'investissement devrait s'améliorer sous l'effet de conditions financières plus favorables. Les exportations agricoles dynamiseront la croissance en 2023 mais cette impulsion devrait s'estomper au cours des années suivantes, dans le contexte de la baisse des prix des matières premières. L'inflation, en recul par rapport à une moyenne de 9.3 % en 2022, devrait refluer pour

atteindre 4.5 % en 2023, 3.2 % en 2024 et 3.0 % en 2025, en phase avec la fourchette retenue comme objectif à compter de 2024. Le repli de l'inflation est la conséquence d'une réaction rapide de la politique monétaire et de la normalisation des perturbations antérieures des chaînes d'approvisionnement.

Les risques qui pèsent sur l'activité économique sont équilibrés. Sur le plan positif, de nouvelles récoltes agricoles exceptionnelles pourraient stimuler la croissance. En outre, une mise en œuvre réussie de la réforme fiscale pourrait doper la confiance et l'activité économique, ses effets pouvant dépasser les attentes. À l'inverse, un ralentissement de la croissance en Chine, partenaire commercial de premier plan du Brésil, pourrait peser sur la demande extérieure. Des hausses durables de l'inflation pourraient retarder de nouvelles baisses du taux directeur, ce qui aurait pour effet de réduire l'investissement et la consommation. Par ailleurs, tout nouveau relèvement des taux directeurs dans les pays avancés pourrait exercer des pressions sur le taux de change.

## **L'adoption de la réforme fiscale et l'amélioration de la concurrence stimuleront la croissance**

Il sera indispensable de mettre en œuvre le nouveau cadre budgétaire et d'atteindre les objectifs de solde primaire pour assurer la viabilité de la dette et rétablir la confiance dans les finances publiques. La mise en place d'un système harmonisé de taxe sur la valeur ajoutée simplifiera l'imposition des biens et services et allégera les charges administratives qui pèsent sur les entreprises. Outre les impôts sur la consommation, il est aussi possible de réformer les impôts sur le revenu et d'améliorer la progressivité du régime fiscal. La possibilité actuelle de déduire les dépenses privées de santé et d'éducation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a des effets régressifs sur la distribution, puisque 90 % des Brésiliens disposent d'un revenu inférieur au seuil d'imposition et 25 % seulement ont souscrit une assurance maladie privée, la population s'en remettant, dans son immense majorité, au système public de santé. Les récentes hausses des transferts monétaires conditionnels ont été bien ciblées, ce qui contribue à réduire la pauvreté et les inégalités, même s'il faut encore améliorer l'efficacité et le ciblage des prestations sociales. Élargir l'accès à l'éducation de la petite enfance, surtout pour les ménages à faible revenu et les parents isolés, peut améliorer l'égalité des chances et encourager davantage de femmes à être présentes sur le marché du travail. Une simplification des réglementations et une réduction des obstacles à l'entrée sur le marché doperaient la croissance à long terme. Combler les déficits d'infrastructures en matière de transport, d'eau et d'assainissement peut renforcer la compétitivité des entreprises brésiliennes dans le commerce international. La déforestation est la première source d'émissions brutes de gaz à effet de serre. Pour lutter contre le déboisement, il sera capital de mieux faire appliquer le droit environnemental, dont le code forestier. L'agriculture est la deuxième source d'émissions directes de gaz à effet de serre au Brésil. Un meilleur ciblage des crédits agricoles sur des pratiques bas carbone peut s'avérer efficace pour lutter contre la déforestation et réduire les émissions. L'adoption de mécanismes de tarification du carbone peut compléter ces mesures et favoriser une concurrence loyale entre les secteurs.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Brésil », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/5f32b4d3-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.